RCS : COMPIEGNE
Code greffe : 6002

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de COMPIEGNE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-C)

Numéro de gestion : 2018 B 00636
Numéro SIREN : 510 215 668
Nom ou dénomination : ABCD NUTRITION GROUPE

Ce dépôt a été enregistré le 03/02/2023 sous le numéro de dépôt 691

SECOVI AUDIT
Commissaire aux Comptes

605, rue Saint Fuscien – BP 50067
80092 AMIENS CEDEX 3

ALTEO ROY ET ASSOCIES
Commissaire aux Comptes

Immeuble Kereon - Rue Mathias Sandorf
80440 BOVES

GREFFE

DÉPOSÉ LE
03 FEV. 2023

691

DÉPOSÉ LE
03 FEV. 2023
GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE

ABCD NUTRITION GROUPE

513 rue Robert Estienne
60400 NOYON

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 30 septembre 2021

SECOVI AUDIT
Commissaire aux Comptes

605, rue Saint Fuscien – BP 50067
80092 AMIENS CEDEX 3

ALTEO ROY ET ASSOCIES
Commissaire aux Comptes

Immeuble Kereon - Rue Mathias Sandorf
80440 BOVES

ABCD NUTRITION GROUPE
Société par Actions Simplifiée au capital de 2 025 273 euros
Siège social à NOYON (60400) – 513 rue Robert Estienne
- RCS B 510 215 668 -

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 30 septembre 2021

À l'assemblée générale de la société ABCD NUTRITION GROUPE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société ABCD NUTRITION GROUPE relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaires aux comptes, sur la période du 1er juillet 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 2.2-Faits caractéristiques de l'exercice » page 8 de l'annexe des comptes consolidés concernant la réévaluation libre des actifs au 30 septembre 2021.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Comme indiqué page 8 de l'annexe des comptes consolidés, les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une réévaluation libre dans les comptes sociaux, laquelle a été maintenue dans les comptes consolidés. Les immobilisations corporelles en crédit-bail ont également fait l'objet d'une réévaluation dans les comptes consolidés.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à procéder à l'appréciation du caractère raisonnable des approches sous-tendant la comptabilisation de ces évaluations décrites dans les notes ad hoc de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Président

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait le 21 avril 2022

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SECOVI AUDIT
Marc HUBLE

ALTEO ROY ET ASSOCIES
Olivier ROY

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités des commissaires aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;

- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.



Comptes consolidés au 30/09/21

Groupe ABCD NUTRITION

SAS SEROC
Rue Mathias Sandorf - Immeuble ATHENA
BP 10029 BOVES - 80333 LONGUEAU
Tél : 03 22 82 09 50 - Fax : 03 22 82 09 51
Courriel : contact@seroc.com



Sommaire

1- États financiers 4
2- Présentation du groupe et faits caractéristiques de l'exercice 8
3- Principes de consolidation 9
4- Périmètre et méthodes de consolidation 10
5- Écarts d'acquisition 11
6- Immobilisations incorporelles 11
7- Immobilisations corporelles 12
8- Immobilisations financières 14
9- Stocks et encours 14
10- Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation actif 15
11- Impôts différés 16
12- Trésorerie nette 17
13- Capital social 18
14- Provisions pour risques et charges 18
15- Dettes financières 18
16- Fournisseurs, autres dettes d'exploitation et comptes de régularisation 19
17- Chiffre d'affaires 20
18- Autres produits d'exploitation 20
19- Achats consommés 20
20- Charges externes 21
21- Impôts et taxes 21
22- Charges de personnel 21
23- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions 22
24- Résultat financier 22
25- Résultat exceptionnel 23
26- Impôts sur les résultats 23
27- Résultats par action 24
28- Variation du besoin en fonds de roulement 24
29- Engagements hors bilan 25
30- Honoraires des commissaires aux comptes 25
31- Evènements post-clôture 25

1- États financiers

1.1- Bilan consolidé

Données en K€	Notes	2021.09	2020.06
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	5		33
Immobilisations incorporelles	6	1 961	1 680
Immobilisations corporelles	7	19 150	14 207
Immobilisations financières	8	290	364
Titres mis en équivalence			
Actif immobilisé		**21 401**	**16 284**
Stocks et encours	9	3 364	3 764
Clients et comptes rattachés	10	4 533	6 163
Autres créances et comptes de régularisation	10	1 927	3 808
Actifs d'impôts différés	11		40
Valeurs mobilières de placement	12	155	154
Disponibilités	12	1 771	2 958
Actif circulant		**11 751**	**16 888**
TOTAL ACTIF		**33 151**	**33 172**
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	13	2 025	1 560
Primes d'émission		5 179	1 086
Réserves consolidées		(14)	(3 333)
Titres en auto-contrôle			
Résultat de l'exercice		(638)	(1 079)
Capitaux propres part du groupe		**6 553**	**(1 766)**
Interêts minoritaires			
Autres fonds propres		0	0
Provisions pour risques et charges	14	**777**	**191**
Emprunts et dettes financières	15	15 262	23 435
Fournisseurs et comptes rattachés	16	3 130	3 661
Autres dettes et comptes de régularisation	16	7 429	7 651
Dettes		**25 821**	**34 747**
TOTAL PASSIF		**33 151**	**33 172**

1.2- Compte de résultat consolidé

Données en K€	Notes	2021.09	2020.06
CHIFFRE D'AFFAIRES	17	35 532	37 705
Autres produits d'exploitation	18	727	971
Produits d'exploitation		**36 260**	**38 676**
Achats consommés	19	(19 897)	(22 246)
Charges externes	20	(5 575)	(6 290)
Impôts et taxes	21	(382)	(361)
Charges de personnel	22	(8 915)	(7 546)
Dotations aux amortissements et aux provisions	23	(3 246)	(1 775)
Charges d'exploitation		**(38 015)**	**(38 219)**
RESULTAT D'EXPLOITATION		**(1 756)**	**457**
RESULTAT FINANCIER	**24**	**999**	**(769)**
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		**(757)**	**(311)**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**25**	**(302)**	**(724)**
Impôt sur les résultats	26	454	22
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		**(605)**	**(1 013)**
QPt dans les résultats sociétés mises en équivalence			
Dotations aux amts / Reprises des écarts d'acq.		(33)	(67)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		**(638)**	**(1 079)**
Intérêts minoritaires			
RESULTAT NET PART DU GROUPE		**(638)**	**(1 079)**
Résultat net de base par action (en euros)	27	-0,31	-0,69
Résultat net dilué par action (en euros)	27	-0,31	-0,69

1.3- Tableau de variation des capitaux propres consolidés

Données en K€	*Nombre de titres*	Capital	Primes	Réserves consolidées	Résultat	Capitaux propres Part du groupe
CAPITAUX PROPRES au 01/07/19	***1 560 164***	**1 560**	**1 086**	**(3 336)**		**(690)**
Résultat de la période					(1 079)	**(1 079)**
Variation des écarts de conversion				4		**4**
CAPITAUX PROPRES au 30/06/20	***1 560 164***	**1 560**	**1 086**	**(3 333)**	**(1 079)**	**(1 766)**
Résultat de la période					(638)	**(638)**
Augmentation de capital	*465 109*	465	4 093			**4 559**
Réévaluation libre				4 389		**4 389**
Variation des écarts de conversion				10		**10**
CAPITAUX PROPRES au 30/09/21	***2 025 273***	**2 025**	**5 179**	**(14)**	**(638)**	**6 553**

1.4- Tableau des flux de trésorerie

Données en K€	Notes	2021.09	2020.06
Résultat net de l'ensemble consolidé		**(638)**	**(1 079)**
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements et provisions		4 492	2 222
Variation des impôts différés		(371)	66
Plus ou moins values de cession		37	
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		(94)	158
Marge brute d'autofinancement		**3 426**	**1 367**
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	**28**	**867**	**1 131**
Flux net de trésorerie généré par l'activité		**4 293**	**2 498**
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations incorporelles	6	(523)	(279)
Acquisition d'immobilisations corporelles	7	(2 232)	(620)
Variation des dettes sur immobilisations		94	(359)
Variation des immobilisations financières	8	70	(18)
Emission de prêts	8	(5)	(9)
Remboursement de prêts	8	8	15
Cession d'immobilisations		180	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		**(2 408)**	**(1 270)**
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :			
Augmentation de capital		452	
Emissions d'emprunts bancaires et obligataires	15	1 972	2 300
Remboursement des emprunts bancaires	15	(4 414)	(864)
Variation des autres dettes financières	15	(1 075)	(579)
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		**(3 066)**	**857**
Incidence des variations de cours des devises		2	0
Variations de trésorerie		**(1 179)**	**2 085**
Trésorerie d'ouverture		3 097	1 011
Trésorerie de clôture	12	1 918	3 097

2- Présentation du groupe et faits caractéristiques de l'exercice

2.1- Présentation du groupe

Le groupe ABCD Nutrition, basé à Noyon, est spécialisé dans la fabrication de produits nutritionnels (dont le sans gluten), biologiques et gourmands.

2.2- Faits caractéristiques de l'exercice

2.2-1. Conséquences de l'évènement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des sociétés du Groupe. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, le Groupe a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18/05/20 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid–19 sur ses comptes.

Le Groupe a mis en action un plan de continuité de l'activité en utilisant notamment les mesures suivantes :

- Mise en place d'un programme de réduction des couts afin de sécuriser les résultats et la trésorerie ;
- Recours à l'activité partielle pour une partie du personnel à compter du 16/03/20.

Eu égard à ces mesures, le Groupe estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans les comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont le Groupe a pu bénéficier sont également évaluées.

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, le Groupe est en incapacité d'en évaluer les conséquences

2.2-2. Changement de date de clôture

Le groupe a modifié sa date de clôture qui est le 30 septembre, à compter de cet exercice (voir note 3.3).

2.2-3. Réévaluation libre

Le 30/09/21, les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une réévaluation libre dans les comptes sociaux, laquelle a été maintenue dans les comptes consolidés. Les immobilisations corporelles en crédit-bail ont également été réévaluées dans les comptes consolidés.

L'écart de réévaluation qui en résulte s'élève à 5 558 K€. Seuls 898 K€ ont été fiscalisés, 4 660 K€ ayant généré la comptabilisation d'un impôt différé passif de 1 169 K€.

L'impact de la réévaluation sur les capitaux propres part du Groupe s'élève donc à +4 389 K€.

3- Principes de consolidation

3.1- Référentiel comptable appliqué

Les comptes consolidés du Groupe sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement n°99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Les comptes consolidés comprennent ceux de la SAS ABCD NUTRITION GROUPE ainsi que ceux de ses sociétés affiliées.

Cet ensemble forme le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 4.2. Périmètre de consolidation.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par les dirigeants de la SAS ABCD NUTRITION GROUPE le 10/03/22.

3.2- Bases de préparation

Les états financiers sont présentés en euros, sauf indication différente, et sont arrondis au millier le plus proche.

L'établissement des états financiers de la société oblige la Direction à réaliser des estimations et à émettre des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants inscrits dans les comptes. Ces estimations concernent notamment les stocks, les actifs immobilisés, les provisions pour risques et charges et pour dépréciation et les actifs d'impôts différés. Ces estimations sont chiffrées en prenant en considération l'expérience passée, les éléments connus à la clôture des comptes ainsi que des hypothèses raisonnables d'évolution. Les résultats réalisés ultérieurement pourraient donc présenter des différences par rapport à ces estimations.

3.3- Date de clôture

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels au 30/09/21.

Par assemblée générale en date du 27/09/21, il a été décidé de modifier les dates d'ouverture et de clôture de l'exercice social de la société consolidante pour les fixer du 1er octobre au 30 septembre de chaque année.

L'exercice annuel clos le 30/09/21 a une durée exceptionnelle de 15 mois : du 1er juillet 2020 au 30/09/21.

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des sociétés consolidées, sauf LUNIBIO dont la date de clôture est le 30 juin.

3.4- Méthode de conversion des comptes des sociétés intégrées en devises

La filiale à l'étranger étant une filiale autonome, la méthode de conversion retenue pour convertir ses comptes établis en dollars est la méthode du cours de clôture :

• les éléments d'actif et de passif sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice ;

• les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période ;

• les écarts de conversion constatés sont portés pour la part revenant à l'entreprise consolidante dans ses capitaux propres au poste « Ecarts de conversion » et pour la part des tiers au poste « Intérêts minoritaires ».

Les taux de conversion retenus sont :

Taux de conversion	Taux de clôture		Taux moyen	
	2021.09	2020.06	2021.09	2020.06
Dollar américain	1,1579	1,1198	1,1905	1,1053

4- Périmètre et méthodes de consolidation

4.1- Méthodes de consolidation

Sont consolidées par intégration globale toutes les sociétés sur lesquelles ABCD NUTRITION GROUPE exerce, directement ou indirectement un contrôle exclusif. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Sont consolidées par intégration proportionnelle toutes les sociétés sur lesquelles ABCD NUTRITION GROUPE exerce, directement ou indirectement un contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger conjointement avec une ou plusieurs entreprises non comprises dans la consolidation, les politiques financières et opérationnelles d'une autre entreprise.

4.2- Périmètre de consolidation

Raison sociale	% d'intérêt 2021.09	% de contrôle 2021.09	Adresse	Siren
SAS ABCD NUTRITION GROUPE	Société mère		513 rue Robert Estienne, 60400 NOYON	510 215 668
EURL ABCD NUTRITION	100,00	100,00	513 rue Robert Estienne, 60400 NOYON	501 668 248
SASU GGF	100,00	100,00	513 rue Robert Estienne, 60400 NOYON	499 272 979
EURL ETS MOULIN	100,00	100,00	7 chemin vicinal, 60730 NOVILLERS	453 633 752
SCI ABCD IMMO	100,00	100,00	7 chemin vicinal, 60730 NOVILLERS	518 398 789
SAS LUNIBIO	33,33	33,33	Parc les Grivelles 18600 Sancoins	850 958 224
FRENCH GLUTEN FREE INC	100,00	100,00	20200 W Dixie Highway Suite 809, Aventura, FL 33180 , ETATS-UNIS	

Toutes les sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale, à l'exception de la société LUNIBIO, consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

ABCD NUTRITION GROUPE a acquis 33.33% des titres de la société NUTRIO sur l'exercice, pour un montant de 1 €. Cette société, non significative, a été maintenue en dehors du périmètre de consolidation.

5- Écarts d'acquisition

L'écart d'acquisition déterminé lors de la première consolidation d'une société correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de capitaux propres retraités de la société à la date de prise de contrôle.

- *Ecarts d'acquisition positifs*

  Un écart d'acquisition positif représente l'excédent entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition. Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ».

  L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

  - *dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans. En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué.*
  - *dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti mais il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.*

  Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. Celle-ci est définitive : elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

- *Ecarts d'acquisition négatifs*

  Un écart d'acquisition négatif correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entreprise acquise. Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges » et sont rapportés au résultat sur une durée qui reflète les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition.

Données en K€	2021.09	2020.06
Ecarts d'acquisition actif	1 323	1 323
Amortissements des écarts d'acquisition	(1 323)	(1 290)
Ecart d'acquisition actif nets		**33**

6- Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue (concessions, logiciels et brevets : 1 à 3 ans). La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les variations des immobilisations incorporelles sur l'exercice sont les suivantes :

Données en K€	2021.09	2020.06	Augmentation	Diminution	Ecart de conversion	Autres variations
Frais de développement	457	634		(211)		34
Concessions, brevets et droits similaires	584	413	174	(51)	0	48
Fonds commercial	24	24				
Immobilisations incorporelles en cours	1 516	1 250	349			(82)
Immobilisations incorporelles brutes	**2 581**	**2 321**	**523**	**(262)**	**0**	
Amortissements des frais de développement	(308)	(388)	(102)	182		
Amorts concessions, brevets & droits similaires	(313)	(253)	(111)	51	0	
Amortissements / immobilisations incorporelles	**(621)**	**(640)**	**(213)**	**233**	**0**	
Frais de développement	149	246				
Concessions, brevets et droits similaires	272	160				
Fonds commercial	24	24				
Immobilisations incorporelles en cours	1 516	1 250				
Immobilisations incorporelles nettes	**1 961**	**1 680**				

7- Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- *Constructions : 10 à 50 ans*
- *Installations techniques : 5 à 10 ans*
- *Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans*
- *Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans*
- *Matériel de bureau : 5 à 10 ans*
- *Matériel informatique : 3 ans*
- *Mobilier : 10 ans*

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Le Groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine.

Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Les variations des immobilisations corporelles sur l'exercice sont les suivantes :

Données en K€	2021.09	2020.06	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Autres variations
Terrains	216	100			116
Aménagements de terrains	25	9			16
Constructions	4 665	1 651	30		2 985
Constructions sur sol d'autrui	23	23			
Constructions en crédit-bail	7 517	6 000			1 517
Matériel & outillage	7 170	7 345	87	(1 147)	885
Matériel & outillage en credit-bail	3 035	3 010	(1)		26
Autres immobilisations corporelles	2 794	2 582	799	(707)	120
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	13	13			
Immobilisations corporelles en cours	1 295	85	1 317		(107)
Immobilisations corporelles brutes	**26 753**	**20 818**	**2 232**	**(1 854)**	**5 558**
Amort. sur agencements et aménagts de terrains	(5)	(4)	(1)		
Amortissements des constructions	(1 041)	(887)	(154)		
Amort. des constructions sur sol d'autrui	(6)	(3)	(3)		
Amortissements des constructions en crédit-bail	(717)	(467)	(250)		
Amortissements du matériel & outillage	(3 049)	(3 083)	(1 101)	1 135	
Amort. du matériel & outillage en crédit-bail	(1 793)	(1 136)	(657)		
Amortissements des autres immobilisations corp.	(988)	(1 029)	(491)	531	
Amort. des autres immos corp. en crédit-bail	(4)	(2)	(2)		
Amort. / immobilisations corporelles	**(7 603)**	**(6 611)**	**(2 659)**	**1 666**	
Terrains	216	100			
Aménagements de terrains	20	5			
Constructions	3 625	764			
Constructions sur sol d'autrui	18	21			
Constructions en crédit-bail	6 800	5 533			
Matériel & outillage	4 121	4 262			
Matériel & outillage en credit-bail	1 242	1 874			
Autres immobilisations corporelles	1 806	1 553			
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	9	11			
Immobilisations corporelles en cours	1 295	85			
Immobilisations corporelles nettes	**19 150**	**14 207**			

Le 30/09/21, les immobilisations corporelles ont fait l'objet d'une réévaluation libre dans les comptes sociaux, laquelle a été maintenue dans les comptes consolidés. Les immobilisations corporelles en crédit-bail ont également été réévaluées dans les comptes consolidés.

L'écart de réévaluation qui en résulte s'élève à 5 558 K€ (colonne « Autres variations »).

8- Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des dépôts et cautionnements. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les variations des immobilisations financières sur l'exercice sont les suivantes :

Données en K€	2021.09	2020.06	Augmentation	Diminution
Capital souscrit non appelé	7	7		
Titres de participation non consolidés	20	20		0
Prêts	17	20	5	(8)
Autres immobilisations financières	247	317	2	(72)
Immobilisations financières brutes	**290**	**364**	**7**	**(80)**

Les immobilisations financières ne font l'objet d'aucune dépréciation.

Les titres de participation non consolidés correspondent à une participation de 100% dans le capital de la société C-VIATIS LABORATOIRE et a une participation de 33,33% dans la société NUTRIO. Ces sociétés ont été laissées en dehors du périmètre de consolidation car elles représentent un caractère négligeable dans le cadre de l'image fidèle que doivent donner les comptes consolidés.

9- Stocks et encours

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du prix d'achat moyen pondéré.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Données en K€	2021.09	2020.06
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	2 432	2 340
Produits intermédiaires finis	227	437
Stocks de marchandises	832	1 080
Stocks et en-cours bruts	**3 492**	**3 857**
Dépréciations / Stocks M, fournitures et aut. Approv.	(62)	(72)
Dépréciations / stocks de marchandises	(65)	(22)
Dépréciations / stocks et en-cours	**(127)**	**(93)**
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	2 370	2 268
Produits intermédiaires finis	227	437
Stocks de marchandises	767	1 058
Stocks et en-cours nets	**3 364**	**3 764**

10- Clients et comptes rattachés, autres créances et comptes de régularisation actif

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les opérations en devises étrangères sont converties en euro au taux de change en vigueur à la date d'opération. À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de change de clôture. Les résultats de change en découlant sont reconnus sur le résultat de la période.

10.1- Analyse des créances

Données en K€	2021.09	2020.06
Clients et comptes rattachés	4 570	6 197
Dépréciation / clients et comptes rattachés	(38)	(33)
Clients et comptes rattachés nets	**4 533**	**6 163**
Créances sur personnel & org. Sociaux	38	30
Créances fiscales	629	669
Autres créances	753	2 343
Frais d'émission des emprunts		216
Charges constatées d'avance	508	550
Autres créances brutes et comptes de régularisation	**1 927**	**3 808**
Dépréciation / autres créances		
Dépréciations / autres créances		
Créances sur personnel & org. Sociaux	38	30
Créances fiscales	629	669
Autres créances d'exploitation	753	2 343
Frais d'émission des emprunts		216
Charges constatées d'avance	508	550
Autres créances nettes et comptes de régularisation	**1 927**	3 808
Créances de l'actif circulant nettes	**6 460**	**9 971**

10.2- Etat des échéances des créances

Toutes les créances de l'actif circulant ont une échéance à moins d'un an.

11- Impôts différés

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale et des taux d'imposition en vigueur.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif (en provisions pour risques et charges) en position nette par entité fiscale.

La société ABCD NUTRITION GROUPE et ses filiales ABCD NUTRITION, ETS MOULIN et GGF forment un groupe d'intégration fiscale dont la tête de groupe est ABCD NUTRITION GROUPE.

Les bases d'impôts différés et les impôts différés associés sont les suivants :

Bases des sociétés intégrées	2021.09 BASES D'IMPOT	2021.09 IMPOT	2020.06 BASES D'IMPOT	2020.06 IMPOT	Variation de l'impôt différé
Provisions non déductibles	2		71	20	(19)
Contribution sociale de solidarité			16	5	(5)
Marges en stocks	167	44	186	52	(8)
Déficits fiscaux	1 695	448	315	88	360
Ecart de réévaluation					
Autres bases d'actif d'impôt	7	2	18	5	(3)
Totaux / Impôts différés actif	**1 870**	**494**	**605**	**169**	**325**
Ecart de réévaluation	3 116	782			782
Crédit-bail	1 897	469	541	129	340
Totaux / Impôts différés passif	**5 014**	**1 251**	**541**	**129**	**1 122**
IMPOTS DIFFERES NETS	**(3 143)**	**(757)**	**64**	**40**	**(798)**
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES				**40**	
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES		**758**			

Un impôt différé actif lié aux déficits fiscaux du groupe d'intégration fiscale a été constaté pour compenser l'impôt différé passif net généré par la réévaluation des immobilisations en crédit-bail (impact de +375 K€ sur le résultat). Globalement, aucun impôt différé n'est donc comptabilisé pour le groupe d'intégration fiscale.

12- Trésorerie nette

La trésorerie nette est constituée :

- des disponibilités (montants détenus en caisse et avoirs en banque),

- des valeurs mobilières de placement évaluées à leur coût d'achat ou de souscription, hors frais accessoires, desquelles il faut déduire les concours bancaires courants qui figurent au passif du bilan.

Données en K€	2021.09	2020.06
Valeurs mobilières de placement	155	154
Disponibilités	1 771	2 958
Trésorerie active	**1 926**	**3 112**
Concours bancaires (trésorerie passive)	**8**	
Trésorerie nette (trésorerie du tableau des flux de trésorerie)	**1 918**	

Les valeurs mobilières de placement ne sont pas dépréciées.

13- Capital social

L'assemblée générale des associés du 29/09/21 a décidé une augmentation de capital réservée de 216 363 € par l'émission de 216 363 € actions ordinaires nouvelles d'un euro de valeur nominale chacune, intégralement libérées.
Le 30/09/21, le Président a constaté la conversion de 248 746 OC en 248 746 actions de préférence C nouvelles de la société.
Après ces opérations, le capital social est fixé à la somme de 2 025 273 €. Il est divisé en :

- 1 683 927 actions ordinaires d'1 € de valeur nominale,
- 46 300 actions de préférence A d'1 € de valeur nominale,
- 46 300 actions de préférence B d'1 € de valeur nominale,
- 248 746 actions de préférence C d'1 € de valeur nominale.
-

14- Provisions pour risques et charges

Une provision est comptabilisée dès lors qu'il existe à l'encontre de la société une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) résultant d'événements antérieurs, lorsqu'il est probable ou certain qu'elle engendrera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente, et que le montant peut être évalué de façon fiable.

Le montant constaté en provision représente la meilleure estimation du risque à la date d'établissement du bilan consolidé. Les provisions sont présentées à leur valeur nominale non actualisée.

Provisions pour indemnités de départ en retraite :

La Groupe n'a pas opté pour la comptabilisation des provisions pour indemnités de départ en retraite. Il s'agit donc d'un engagement hors bilan (voir note 29).

Données en K€	2021.09	2020.06	Dotation / Augmentation	Reprise / Diminution
Provisions pour litiges	19	191	2	(173)
Sous-total provisions pour risques et charges	**19**	**191**	**2**	**(173)**
Impôts différés passif	**758**		**758**	
Provisions pour risques et charges	**777**	**191**	**759**	**(173)**

15- Dettes financières

15.1- Analyse des dettes financières

Données en K€	2021.09	2020.06	Emission / Augmentation	Remboursement / Diminution	Autres variations
Emprunts obligataires		7 158		(3 052)	(4 107)
Emprunts auprès des établissements de crédit	6 183	4 861	1 972	(649)	
Dettes financières de crédit-bail	5 669	6 868		(753)	(447)
Autres emprunts et dettes assimilées	3 205	4 281	199	(1 274)	
Intérêts courus sur emprunts	187	242	179	(233)	
Concours bancaires courants	8	15		(7)	
Comptes courants	10	10		0	
Emprunts et dettes financières	**15 262**	**23 435**	**2 349**	**(5 969)**	**(4 554)**

L'emprunt obligataire convertible a fait l'objet d'une conversion au 30/09/21.

Il a donc été constatée la conversion de 248 746 obligations convertibles en 248 746 Actions de Préférence C nouvelles de la société ABCD NUTRITION GROUPE.

Cette opération a pour effet une augmentation du capital social pour un montant de 248 746 € et la constatation d'une prime de conversion d'obligations pour un montant de 3 858 050,46 € (voir note 13).

15.2- Etat des échéances des dettes financières

Données en K€		Montant	moins d'un an	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des ets de crédit	à plus d'un an à l'origine	6 183	732	5 212	239
	à un an maximum à l'origine	8	8		
Dettes financières de crédit-bail		5 669	725	2 844	2 100
Autres emprunts et dettes assimilées		3 205	1 676	1 502	28
Intérêts courus sur emprunts		187	187		
Comptes courants		10	10		
	2021.09	**15 262**	3 337	9 558	2 367
	2020.06	**23 435**	5 259	14 550	3 626

16- Fournisseurs, autres dettes d'exploitation et comptes de régularisation

Les dettes sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Les opérations en devises étrangères sont converties en euro au taux de change en vigueur à la date d'opération. À la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours de change de clôture. Les résultats de change en découlant sont reconnus sur le résultat de la période.

Les subventions d'investissement sont reclassées en produits constatés d'avance et sont reprises en résultat consolidé au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

Données en K€	2021.09	2020.06
Fournisseurs et comptes rattachés	**3 130**	**3 661**
Dettes sociales	945	1 450
Dettes fiscales	144	152
Dettes liées aux acquisition d'actifs	195	102
Autres dettes	3 524	4 833
Produits constatés d'avance	2 620	1 115
Autres dettes et comptes de régularisation	**7 429**	**7 651**
Dettes d'exploitation	**10 559**	**11 312**

17- Chiffre d'affaires

Données en K€	2021.09	2020.06
Ventes de marchandises	21 416	26 649
Production vendue de biens	14 055	10 560
Produits des activités annexes	212	556
Rabais, remises et ristournes accordés	(151)	(60)
Chiffre d'affaires	**35 532**	**37 705**

18- Autres produits d'exploitation

Données en K€	2021.09	2020.06
Production stockée	(210)	35
Production immobilisée	355	214
Subventions d'exploitation	94	130
Reprises de provisions d'exploitation		81
Reprises de provisions / actif circulant	121	175
Autres produits	1	2
Tranfert de charges d'exploitation	368	334
Autres produits d'exploitation	**727**	**971**

19- Achats consommés

Données en K€	2021.09	2020.06
Achats d'études et prestations de services	(265)	(166)
Achats non stockés de matières et fournitures	(1 145)	(1 045)
Achats de marchandises	(431)	(538)
Variation stocks de marchandises	(247)	(298)
Achat matières premières, fournitures & autres approv.	(17 790)	(20 515)
Var. stocks mp, fournit. & autres appro.	(19)	316
Achats consommés	**(19 897)**	**(22 246)**

20- Charges externes

Données en K€	2021.09	2020.06
Sous-traitance	(249)	(209)
Locations	(764)	(858)
Entretien	(553)	(456)
Primes d'assurances	(292)	(248)
Personnel détaché et interimaire	(100)	(40)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(1 090)	(1 421)
Publicité, publications, relations publiques	(153)	(202)
Transport	(1 636)	(2 118)
Déplacements, missions et réceptions	(181)	(171)
Frais postaux et frais de télécommunications	(197)	(184)
Frais bancaires	(184)	(201)
Autres charges externes	(175)	(183)
Charges externes	**(5 575)**	**(6 290)**

21- Impôts et taxes

Données en K€	2021.09	2020.06
Impôts et taxes sur rémunérations	(138)	(88)
Autres impôts et taxes	(243)	(273)
Impôts et taxes	**(382)**	**(361)**

22- Charges de personnel

Données en K€	2021.09	2020.06
Rémunérations du personnel	(6 618)	(5 575)
Charges de sécurité sociales et de prévoyance	(2 270)	(1 929)
Autres charges de personnel	(27)	(42)
Charges de personnel	**(8 915)**	**(7 546)**

L'effectif moyen est de 173 personnes au 30/09/21 : 36 cadres et 137 non cadres (179 personnes au 30/06/21 : 13 cadres, 166 non cadres).

23- Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Données en K€	2021.09	2020.06
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(3 087)	(1 659)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(159)	(116)
Dotations aux amortissements et aux provisions	**(3 246)**	**(1 775)**

24- Résultat financier

Données en K€	2021.09	2020.06
Reprises de provisions à caractère financier	1 928	
Gains de change	68	74
Autres produits financiers	2	15
Produits financiers	**1 998**	**89**
Charges d'intérêts	(293)	(263)
Charges d'intérêts liées au crédit-bail	(109)	(117)
Pertes de change	(25)	(3)
Dotations aux provisions à caractère financier	(572)	(474)
Charges financières	**(999)**	**(858)**
RESULTAT FINANCIER	**999**	**(769)**

25- Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel exprime le résultat réalisé par le Groupe en raison des événements non récurrents qui ont pris naissance au cours de l'exercice considéré.

Données en K€	2021.09	2020.06
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	53	1
Produits excep. s/ exercices antérieurs	59	221
Produits de cession d'immobilisations	180	
Subv. invest. virées au résultat de l'exercice	163	37
Reprises de provisions à caractère exceptionnel	173	17
Produits exceptionnels	**628**	**277**
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(637)	(652)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(75)	(229)
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	(217)	
Dotations aux amts et provisions à caractère exceptionnel	(2)	(120)
Charges exceptionnelles	**(930)**	**(1 001)**
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**(302)**	**(724)**

26- Impôts sur les résultats

26.1- Décomposition de l'Impôt sur les résultats

Données en K€	2021.09	2020.06
Impôts différés	371	(66)
Impôt sur les bénéfices	83	89
Impôts sur les résultats	**454**	**22**

26.2- Preuve de l'impôt

Données en K€	2021.09		2020.06	
	en valeur	en %	en valeur	en %
Résultat net des sociétés intégrées	(605)		(1 013)	
Impôt sur les résultats	454	42,87%	22	2,17%
Résultat net avant impôt	**(1 059)**	100,00%	**(1 035)**	100,00%
Impôt théorique au taux en vigueur	**296**	**28,00%**	**290**	**28,00%**
Impôts liés aux différences permanentes	127	11,97%	(134)	-12,94%
Incidence des pertes non activées	(47)	-4,46%	(203)	-19,57%
Imputation des pertes antérieures	5	0,51%		
Effet des changements de taux d'impôt sociétés françaises	(12)	-1,15%		
Effet des changements de taux d'impôt sociétés étrangères	2	0,17%	(20)	-1,89%
Crédit d'impôt et régularisation d'impôt	83	7,82%	89	8,57%
IMPOT ET TAUX REEL DE L'IMPOT (+)Produit, (-)Charge	**454**	**42,87%**	**22**	**2,17%**

27- Résultats par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Le résultat de base par action s'établit à -0,31 € par action.

Le résultat de base par action étant négatif, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action car la prise en compte de l'instrument financier dans le calcul aboutirait à un résultat dilué inférieur au résultat de base. L'instrument financier ne peut donc être considéré comme dilutif.

28- Variation du besoin en fonds de roulement

VARIATIONS NETTES (données en K€)	2021.09	2020.06
Variation des stocks	511	(116)
Variation des avances et acptes versés sur commandes	2	(10)
Variation des clients	1 629	25 585
Variation des créances fiscales et sociales	33	1 520
Variation des autres créances d'exploitation	55	18 747
Variation des charges constatées d'avance	(62)	112
Variation des fournisseurs	(531)	(25 252)
Variation des dettes fiscales et sociales	(512)	(83)
Variation des autres dettes d'exploitation	(1 308)	(19 772)
Variation des produits constatés d'avance	1 050	402
TOTAUX	**867**	**1 131**

29- Engagements hors bilan

Les engagements donnés et reçus sont les suivants :

- Nantissement de fonds de commerce au profit du Crédit du Nord pour la souscription d'un emprunt dont le capital restant dû au 30/09/21 est de 1 222 K€.
- Nantissement de fonds de commerce au profit de la Société Générale pour la souscription d'un emprunt dont le capital restant dû au 30/09/21 est de 356 K€.
- Garantie de FRG à hauteur de 50% de l'encours du prêt pour la souscription d'un emprunt dont le capital restant dû au 30/09/2021 est de 472 K€.
- Provisions pour indemnités de départ à la retraite : La provision pour indemnités de départ à la retraite qui couvre l'engagement de verser l'indemnité de départ à la retraite prévue par les conventions collectives en vigueur dans le Groupe, a été calculée à partir de l'effectif présent à la clôture de l'exercice, du salaire moyen perçu sur l'exercice, et en tenant compte de la probabilité d'être présent à l'âge de la retraite. La méthode retenue dans le cadre de cette évaluation est la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme). Cette probabilité est calculée à partir des tables de mortalité établies par l'INSEE et d'une probabilité de départ de l'entreprise avant l'âge de la retraite dégressive selon l'âge des salariés. L'engagement est calculé en fonction des variables suivantes :
    - Taux d'actualisation : 0,98%
    - Turn-over moyen
    - Taux de revalorisation des salaires : 1,5%
    - Age de départ à la retraite : entre 60 et 62 ans

  La provision tient compte des charges sociales et fiscales, par catégorie de salariés.

  A la clôture de l'exercice, le montant de l'engagement est de 324 K€.

30- Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires versés aux commissaires aux comptes au titre de la certification des comptes s'élèvent à 61 K€ sur l'exercice (58 K€ sur l'exercice précédent).

31- Evènements post-clôture

Dans le contexte actuel de crise sanitaire, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité du groupe à poursuivre son exploitation.

Aucun évènement post-clôture n'est à signaler.

